



Conseil économique et social

Distr. limitée
26 juin 2012
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-deuxième session

4-29 juin 2012

Point 7 de l'ordre du jour

Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-deuxième session

Projet de rapport

Rapporteuse : M^{me} Imelda Smolcic (Uruguay)

Additif

Projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015

[Point 3 b)]

Programme 27

Activités financées en commun

1. À ses 9^e et 17^e séances, les 8 et 14 juin 2012, le Comité a examiné le programme 27 (Activités financées en commun) du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 [A/67/6 (Prog. 27)].
2. Les Représentants du Secrétaire général ont présenté le programme et répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

Débat

3. Le programme a reçu un accueil favorable dans son orientation générale comme dans ses différents volets. Des précisions ont été demandées quant aux relations entre les organes responsables de chacun de ces volets.
4. Il a été demandé dans quelle mesure le Corps commun d'inspection pouvait participer aux réunions thématiques et aux débats du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS), étant entendu que les participants au CCS devaient pouvoir débattre ouvertement et exprimer leurs opinions librement afin de tirer parti de leur expérience commune et des connaissances de chacun. Plusieurs délégations se sont inquiétées de savoir ce qu'il en était de la coordination entre les secrétariats des deux organes, recommandée par



le Comité au paragraphe 371 du rapport qu'il a établi à l'occasion de la cinquantième session (A/65/16).

5. Il a été demandé si le Corps commun d'inspection était chargé, contrairement au CCS, du suivi de la mise en œuvre des recommandations du Comité aux organismes de l'ensemble du système des Nations Unies. De surcroît, des explications ont été demandées quant au rôle du CCS dans la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public.

6. Concernant le volet A (Commission de la fonction publique internationale) du programme 27, des précisions ont été demandées au sujet de l'efficacité et de la fréquence des enquêtes sur le coût de la vie, et des indicateurs de succès, qui devraient faire état de l'ensemble des travaux de la Commission.

7. Concernant le volet B (Corps commun d'inspection), des inquiétudes ont été exprimées face au nombre insuffisant de rapports soumis par le Corps commun d'inspection au Comité pour examen lors de ses délibérations. Il a été fait référence aux paragraphes 8 et 9 de la résolution 62/224 de l'Assemblée générale, dans lesquels celle-ci soulignait et notait avec satisfaction que le Comité comptait renforcer son dialogue avec le Corps commun d'inspection sur les questions ayant trait à la coordination. Il a été relevé que le Comité pouvait évidemment se procurer ces rapports et que les dispositions administratives ne relevaient pas du Corps commun d'inspection.

8. De plus amples informations ont été demandées concernant les suites données aux recommandations du Corps commun d'inspection. Des précisions ont été demandées sur le système de suivi en ligne et l'augmentation du pourcentage d'organismes participants qui fournissaient des informations actualisées sur la mise en œuvre des recommandations.

9. Concernant le volet C (Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination), il a été demandé au CCS de préciser sa conception de l'initiative « Unis dans l'action » des organismes des Nations Unies. Des éclaircissements ont également été demandés concernant la structure du financement du CCS, notamment ce qui distingue le financement des activités du Groupe des Nations Unies pour le développement, troisième pilier du CCS.

10. Il a été demandé s'il serait possible d'établir des liens entre le rapport d'ensemble annuel du CCS et le projet de cadre stratégique. La richesse de l'information fournie sur les trois piliers du CCS, le Comité de haut niveau sur les programmes, le Comité de haut niveau sur la gestion et le Groupe des Nations Unies pour le développement, a été saluée. De plus amples explications ont été demandées quant aux relations qui pourraient être établies entre les trois piliers et qui permettraient d'éviter d'éventuels chevauchements dans la structure de coordination.

11. Il a été relevé que les réalisations escomptées et les indicateurs de succès pourraient fixer plus clairement les contours des objectifs des différents piliers.

Conclusions et recommandations

12. Le Comité recommande que l'Assemblée générale approuve le texte explicatif du programme 27 (Activités financées en commun) du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015.